

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Décret N02000 /PRES/PM/MATS/MEF Portant création, attributions et fonctionnement de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée, en abrégé - CO.NA.CO.D - LE PRESIDENT DU FASO PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n099-003/PRES du 11 janvier 1999, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n099-358/PRES/PM du 12 octobre 1999, portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso ;

Vu le Décret n097-468/PRES/PM du 31 octobre 1997, portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n02000-127/PRES/PM/MATS du 06 Avril 2000, portant organisation du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité ;

Sur Rapport du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 17 juin 2000

DECRETE

CHAPITRE 1 : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Il est créé au Burkina Faso, une Commission Nationale de la Coopération Décentralisée, en abrégé CO.NA.CO.D.

Article 2 : La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée est l'instance de concertation des partenaires et acteurs de la coopération décentralisée.

Article 3 : La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée est placée sous l'autorité et la présidence du Ministre chargé de l'Administration du Territoire.

CHAPITRE II : DES ATTRIBUTIONS

Article 4 : La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée a pour mission d'aider à l'avènement d'une coopération décentralisée basée sur la concertation et la recherche d'une meilleure couverture spatiale dans les interventions des partenaires.

Article 5 : La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée est chargée de

- Etablir et tenir à jour un état de la coopération décentralisée menée par les coopérations non gouvernementales
- Formuler toute disposition tendant à renforcer la coopération décentralisée;
- Contribuer au développement de la politique de décentralisation;
- Formuler toute recommandation tendant à coordonner les interventions des différents acteurs de la coopération décentralisée
- Coordonner les rencontres des partenaires en vue d'échanges et de diffusion d'informations sur la coopération décentralisée;
- Elaborer des programmes de formation des acteurs locaux de la coopération décentralisée
- Contribuer à harmoniser les méthodes et/ou principes d'intervention;
- Apporter un appui-conseil approprié visant à l'amélioration générale des dossiers de demande de cofinancement;
- S'assurer de l'éligibilité des demandes de cofinancement.

CHAPITRE III: DE LA COMPOSITION DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 6 : La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée est organisée en Assemblée Générale et en Secrétariat Permanent

SECTION 1: DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 7 : L'Assemblée Générale est l'instance suprême de la CO.NA.CO.D. Elle se compose des membres suivants:

- **Président** : le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité;
- **Vice-Président** : le Ministre de l'Economie et des Finances
- **Membres**

- Trois (3) représentants des associations des pouvoirs locaux; e Sept (7) représentants des conseils des collectivités locales
- Dix (10) représentants de la société civile: (ONG/Entreprises/Organisations paysannes / Personnes ressources/ Comité National Burkinabè de Jumelage);
- Treize (13) représentants de l'Etat : Ministères et Institutions
Administration Territoriale et Sécurité | Economie et Finances | Affaires Etrangères / Environnement et Eau | Action Sociale et Famille /Agriculture / Commerce et Industrie et Artisanat | Jeunesse et Sport | Intégration Régionale | Enseignement de Base et Alphabétisation | Enseignement Secondaire et Supérieur | Culture et Arts / Commission Nationale de la Décentralisation.

Article 8 : Nonobstant les dispositions de l'article 7 ci-dessus, la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée peut faire appel à toute personne dont la compétence est jugée nécessaire au bon accomplissement des missions qui lui sont assignées.

Article 9: L'Assemblée Générale définit les grandes orientations, adopte les programmes et apprécie l'exécution des tâches et missions.

SECTION 2: DU SECRETARIAT PERMANENT

Article 10: Le suivi de la mise en oeuvre des décisions et des recommandations de l'Assemblée Générale de la CO.NA.CO.D. est assuré par un Secrétariat Permanent.

Article 11 : Le Secrétariat Permanent est un organe d'animation, d'exécution et de suivi des activités de la CO.NA.CO.D. Il est placé sous la tutelle technique du Ministre chargé de l'Administration Territoriale et la tutelle financière du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Article 12 : Le Secrétariat Permanent est dirigé par un Secrétaire Permanent et comprend des services.

Article 13 : Le Secrétaire Permanent est le Directeur de la Coopération Décentralisée du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité.

Article 14 : L'organisation et le fonctionnement du Secrétariat Permanent sont proposés par le Secrétaire permanent et approuvés par le Président de l'Assemblée Générale.

CHAPITRE IV: DU FINANCEMENT ET DE LA GESTION DES FONDS

Article 15 : Le financement des activités de la CO.NA.CO.D. est assuré par:

- le budget de l'Etat;
- la contribution des acteurs de la coopération décentralisée;
- la contribution des partenaires de la coopération décentralisée;
- les dons et legs
- les recettes générées par les activités de la CO.NA.CO.D.

Article 16 : Les modalités de participation au financement des activités de la CO.NA.CO.D prévu à l'article 15 ci-dessus feront l'objet d'un décret sur proposition des Ministres de tutelle.

Article 17 : Le président de la CO.NA.CO.D. est l'ordonnateur des fonds. Il peut déléguer ses pouvoirs au secrétaire permanent.

CHAPITRE V: DES DISPOSITIONS FINALES

Article 18 : Le fonctionnement de la CO.NA.CO.D est soumis aux dispositions du règlement intérieur élaboré par le Secrétaire Permanent et approuvé par l'Assemblée Générale.

Article 19 : Les Ministres de l'Administration Territoriale et de la Sécurité et de l'Economie et des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 21 juin 2000

Le Président du Faso

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Kadré Désiré OUEDRAOGO

Le Ministre de l'Administration
Territoriale et de la Sécurité

Yéro BOLY

Le Ministre de l'Economie et des Finances

Tertius ZONGO